

Le feu aux poudres

La ville de Rennes est victime d’une prise d’otage. Mais ne vous y trompez pas, ce preneur d’otage est aujourd’hui le gouvernement.

Allumette

Plus aucun économiste digne de ce nom, tenant en estime les valeurs scientifiques, l’analyse objective des faits, ne s’enthousiasme plus sur les mirifiques promesses de la loi travail. Dans les scénarios les plus optimistes, le projet El Khomri créera une poignée d’emplois précaires et sous-qualifiés, au détriment des salaires et des conditions de travail des autres salariés. Dans le pire des cas, cette loi ne sera qu’un recul général de la situation des travailleurs : hausse du temps de travail aboutissant à une hausse du chômage, réduction de la sécurité au travail et facilitation des licenciements.

Moins de droits, plus de profits

Un point fondamental est également la généralisation des accords d’entreprise qui placent le salarié en position de faiblesse face à son employeur : nous savons la difficulté qu’il y a à contester les injonctions de son employeur, sous la menace du chômage. Aucun débat démocratique n’existe sous l’autorité d’un patron, d’autant que négocier les conditions de travail au niveau de l’entreprise implique la mise en concurrence de celles-ci : le code du travail ne constituera plus une base, un minimum garantissant aux travailleurs une certaine sécurité face à la violence de la concurrence. Toute entreprise décidant, sur son marché, de réduire les conditions de travail pour augmenter la productivité, forcera les autres à en faire

autant sous peine de disparaître. La loi El Khomri n’est donc pas une démocratisation, mais un couteau placé sous la gorge des travailleurs et des petits entrepreneurs, qui ne demandent que des carnets de commandes remplis. En l’espace de quelques mois, chaque outrage n’a fait que surpasser le précédent : dans un premier temps, c’est la fameuse « démocratie d’opinion », censée être devenue le pilier contemporain de

l’expression populaire via les nouveaux médias et les sondages, qui a pris une sévère correction : face à plus de 70 % d’opinions défavorables à la Loi El Khomri dans toute la population, le gouvernement n’a que peu reculé. […] C’est au nom de cet État en proie aux pires ignominies politiciennes que depuis des semaines, nous subissons une répression d’une rare violence, impensable il y a quelques années, et qui est pour-



tant devenue coutumière. De vidéos en témoignages, la brutalité policière n’a de cesse de se montrer au grand jour : on ne compte plus les éborgnés et les tabassés, y compris parmi ceux qui ne représentent aucune menace. Syndicats policiers de gauche comme de droite affirment que les ordres de leur hiérarchie, et finalement du ministère de l’intérieur, sont de favoriser les dérapages par tous les moyens : couper en deux des cortèges pacifiques, laisser les groupes les plus violents intégrer ces mêmes cortèges, ou introduire des policiers en civil pour faire dégénérer les manifestations. […]

Convergence des luttes

Face aux attaques contre nos salaires, notre liberté, notre démocratie, notre espoir repose maintenant dans l’ardeur et l’organisation des travailleurs : sur les routes et le rail, dans les ports et les raffineries, les grèves se déclarent, s’étendent et se consolident. Les points stratégiques de l’économie sont bloqués, et les conséquences pour tout le système productif ne tarderont pas. Car si la mondialisation et son florilège d’échanges se déroule fondamentalement dans l’intérêt des plus puissants, elle a son revers : c’est que le blocage de quelques points névralgiques peut paralyser toute l’économie, donnant un avantage stratégique au mouvement social.

Nous pouvons tordre le cou de ce gouvernement scélérat : les travailleurs ont entre leurs mains leur propre destin, et il ne tient qu’à nous de les aider dans leur combat.

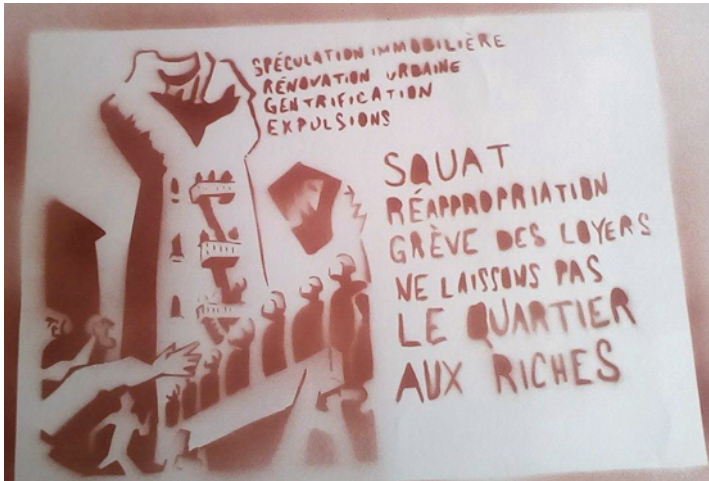
Front uni face aux assauts contre le Travail ! Vive la Sociale !

Ambroise Péri

Retrouvez l’intégralité de l’article sur www.alouest.net/ouest-torch

Postez vos slogans

ouest.torche@riseup.net



Rennes

prix libre Samedi 28 mai 2016

Rédaction/Publication : Inter luttes Rennes
www.facebook.com/ouesttorch
N° 1 ouest.torche@riseup.net



Ces gens sont des casseurs!

Éditorial

« Enfin, vous savez bien que ces gens sont des casseurs, vous ne regardez pas la télé ? »

Cette réflexion, c’est un policier qui m’en a fait part. Je me rendais à une manifestation contre la loi “Travail”. Une barricade déjà montée barrait l’accès vers République. M’approchant d’un CRS, jouant un peu le piéton naïf, je lui demandais : « Pourquoi y a-t-il toujours un dispositif de sécurité aussi important, à toutes les manifis ? »

« Mais parce que, ces gens détruisent tout, cassent des vitrines... – Ah bon ? Je ne me rendais pas compte... »

– Mais enfin, vous n’avez pas regardé la télé hier soir ? »

Merci M. le policier, car cette petite phrase est loin d’être anodine. Vous auriez pu me suggérer de regarder autour de moi si vous étiez vraiment convaincu, me montrer un tag, ou la vitrine du Crédit agricole brisée mais non, vous m’avez conseillé d’allumer ma télé. Car en regardant autour de moi, j’aurais vu des gens vaquant à leurs occupations, faisant leurs courses, pas franchement angoissés par le climat de « casse » dont les journaux locaux et les médias nationaux nous gavent.

Quelles violences ?

Bien sûr, la violence existe, à plusieurs niveaux. La violence des institutions, du chômage, de la précarité, du licenciement de centaines de salariés pour augmenter le profit de quelques actionnaires. La violence de ceux qui s’opposent à ce système, avec leurs moyens, séquestrent un patron, arrachent une chemise ou cassent une vitrine. Enfin la violence qui protège les institutions et contrôle la contestation, celle exécutée par la police, les gendarmes, ou la BAC ; la violence d’une charge de CRS ou d’un tir de flashball.

Je ne discuterai pas ici de la légitimité de l’une ou de l’autre, je vous poserai simplement une question : combien de pages, d’articles, de reportages, vos quotidiens habituels, ou votre JT de 20 heures, a-t-il consacré à cha-



Ack! Ack! Ack! Ne fuyez pas, nous sommes venus en amis.

cune de ces violences ?

M. le policier, ce que vous venez de dire, c’est que le mouvement social en cours n’est pas décrédibilisé par la violence des manifestants, mais bien par son traitement médiatique. Le terme même de « casseurs », un mot vague employé faute de pouvoir vraiment cerner qui sont ces personnes, est un choix des médias, qui veulent du « trash ». On vend plus de journaux en montrant une vitrine cassée ou des scènes de « guérilla

urbaine » qu’en analysant point par point les articles de la loi El Khomri. Mais la conséquence de cette course au sensationnel, est de ne montrer à ses lecteurs qu’une facette de la lutte, en espérant qu’ils s’en contenteront et ne se poseront pas de questions. Merci M. le policier car ce jour-là, vous avez exprimé vous-même ce que je voudrais dire ici : la « vérité » de la télévision ne peut se constater dans la rue. La rue veut faire de la politique, la télévi-

sion la transforme en guerre urbaine par un tour de magie dont elle a le secret.

Dans les pages de Ouest Torch’, nous voulons vous raconter le mouvement de l’intérieur. Nous voulons faire entendre la voix de gens divers, salariés du public ou du privé, étudiants, syndiqués ou non, chômeurs, précaires, qui luttent depuis maintenant plusieurs mois contre le projet de loi El Khomri et le monde qui l’a créée.

Cailloux

Météo du 91 au 97 mars

par le Jedi masqué

Lundi L’arrivée des oiseaux migrateurs nous le confirme, de Fossur-Mer à Donges, le printemps s’installe et, avec lui, les giboulées de gaz lacrymogènes. Au nord du pays, chutes de grenades assourdissantes, sortez couverts.

Mardi La dépression s’étendra sur le nord du pays tandis que l’anticyclone syndicaliste qui s’est formé au sud-est remontera doucement vers la capitale et ses alentours.

Mercredi Des orages de répressions sont à prévoir dans la région, avec des pics sur Rennes, Vernsur-Seiche ou encore Brest.

Jeudi Pour le grand Ouest, la dépression préfectorale s’étendra jusqu’à Nantes, assignations à résidence et milices sont attendues sur toute la région.

Vendredi Sur l’ensemble du pays, des nuages de répressions se reformeront, des chutes de matraques et de flashballs sont à craindre, ainsi que des nasses, notamment à Toulouse, Lyon, Paris et bien sûr, Nantes et Rennes.

Week-end Les vents révolutionnaires du sud-est viendront éclaircir les fins de journées, sans pour autant atteindre la capitale. Évitez de laisser sortir les enfants sans protections (poussettes blindées, écran Total, respirateurs artificiels, ...)

Retrouvez la météo en direct sur Radio Croco
<http://mixlr.com/radiocroco/>



Rennes pris en otage

Ne vous y trompez pas, le preneur d’otage est aujourd’hui le gouvernement usant des forces de l’ordre pour revendiquer sa légitimité, priant pour développer dans le cœur des Rennais un syndrome de Stockholm d’un nouveau genre.

Mise au point

Si seulement l’objectif des forces de l’ordre était d’assurer la protection de cette ville occupée... Malheureusement, force est de reconnaître que nous avons à faire à une occupation bien plus oppressive que sécuritaire. De ce fait, des manifestants, faisant usage de l’article 7 de la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen (DDHC) de 1793, *« Le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière, le droit de s’assembler [...] ne peuvent être interdits. La nécessité d’énoncer ces droits suppose ou la présence ou le souvenir récent du despotisme. »* se sont vus refouler par des cow-boys armés par notre preneur d’otage tant glorifié. Ainsi, nous avons pu faire état de nombreuses mutilations, telles que la perte de l’usage d’un œil pour certains malchanceux, mais aussi par de nombreux passages à tabac. Pour les sceptiques, j’ai l’honneur de vous rapporter ce témoignage de la manifestation du jeudi 20 mai : *« ... les CRS ont chargé. Je courrais, on ne reste pas statique face à des gens comme ça. Mais je regardais derrière, j’attendais de voir si des personnes étaient restées en retrait du cortège. Un camarade est tombé, je me suis arrêté pour le ramasser. D’un coup, ils sont arrivés à trois [CRS] pour me matriquer, me donnant aussi des coups de pieds. Ils m’ont surtout frappé dans les jambes. Bien sûr, ça ne laisse pas de marques. J’ai aussi des blessures sur le dos et à la main. Ils criaient « casse toi ! casse toi ! »*

Une pression médiatique

Les médias. Parlons-en. Comme pour tout bon preneur d’otage, le gouvernement choisit bien les informations qu’il laisse filtrer, dans et hors de sa zone d’occupation. Nous pouvons ainsi constater que les journalistes possédant le saint graal : une carte de presse, délivrée par un journal bien officiel, sont tous à la botte de la préfecture. Reniant leur principale mission, relayer l’information d’un point de vue objectif, ceux-ci se contentent

de mettre en avant un regard partisan sur les manifestations, généralement une scène d’environ trente secondes sur cinq heures, faisant état d’une action particulièrement violente, sortie de son contexte. Ainsi, nous avons pu observer dans Ouest-France, l’image d’un départ de feu sur les abords de la rocade le mardi 18 mai, sans aucune légende, laissant sous-entendre une implication des manifestants. Cependant, si ces journalistes étaient un minimum consciencieux de leur travail, ils se seraient, au minimum, inquiétés de vous informer que ce départ de feu avait été provoqué par une pastille de lacrymogène brulante, bêtement utilisée à proximité des broussailles.

Précisons d’ailleurs que ces mêmes pastilles atterrirent trop souvent sur le front de manifestants, les blessant gravement, mais également entre les roues

de poussette, comme cela est arrivé à la toute première manifestation contre la loi El Khomri, comme le rapporte un témoignage recueilli par Ouest Torch’. Cependant, ce n’est pas là le type d’information que vous retrouverez dans un journal de grande envergure. Non pas car ces informations manquent de crédibilité, mais bien par une volonté évidente de désinformation. Jamais, au grand jamais, un journaliste de Ouest-France ne dénoncera quoi que ce soit du côté de notre preneur d’otage. On ne crache pas sur la main qui nous nourrit, comme disait ma grand-mère.

Amalgame et peur sous influence

Ainsi, une stratégie de la peur massive est déployée par notre gouvernement. Celle-ci se présente différemment en fonction de la cible, qui se compte au

nombre de deux. La première, la population. Les rennais sont orientés vers la peur des manifestants telle une souris vers son morceau de fromage. D’ailleurs, notre gouvernement préfère au terme de « manifestants » celui d’« association de malfaiteurs ». Alors, il monte des dossiers avec des moyens bien inférieurs à ceux alloués à la défense anti terrorisme. Nous retrouvons ainsi des photos de personnes sortant de chez eux, des écoutes téléphoniques abusives, mais aussi des arrestations abusives. Ce jeudi 20 mai, ils sont dix-neuf à s’être fait arrêter, interrogés par des individus cagoulés, puis relâchés jusqu’au jour de leur jugement sans avoir signé de déposition, avec interdiction de contacter ou de rencontrer les personnes arrêtées avec eux, qu’ils soient en couple, colocataires, ou de la même famille. Je doute que le sort réservé au groupe de Daesh suite aux attentats ait été bien dif-

férent.

Alors pourquoi cet amalgame entre manifestant et terroriste ? Je le répète : la stratégie de la peur. Ce déploiement de force, associé à une désinformation des médias, poussent les habitants à isoler d’eux des militants défendant leurs droits. *« A Rennes, on est au moins 300 dans cette association de malfaiteur [...] On pourrait même être des milliers avec Lorient, Nantes, Paris... »* Alors, comme je suis une bonne âme, je vais vous dévoiler les coulisses, le but ultime de ce preneur d’otage d’un nouveau genre : calmer l’opposition rennaise, par tous les moyens, afin de faire marcher au pas l’ensemble des mouvements sociaux sur un plan nationale (Paris, Lyon, Marseille...) Si l’un se calme, les autres suivront, voilà la grande idée.

Mais cette belle oligarchie qui s’est installée peu à peu oublie l’article 35 de la DDHC : *« Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l’insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs. »*

Cthulhu

Retrouvez l’intégralité de l’article sur www.alouest.net/ouest-torch

Témoignage

Sentiments face à la légalisation de la violence

par Barbossa

J’ai longuement réfléchi à ce que je ressentais aujourd’hui. De la rage, du dépit, quelque chose d’intermédiaire ? Non. Après réflexion, c’est de la trahison que je ressens.

Aujourd’hui, j’ai été agressé dans la rue. Un homme, parmi trois autres m’a sifflé dans la rue. J’ai levé les yeux, et j’ai compris en un coup d’œil que je ne pouvais faire autrement que de m’approcher d’eux. Je me suis exécuté, et ils ont commencé à m’insulter : *« Sale merdeux de casseur ! Ouvre ton sac ! »*. Calmement, j’ouvris mon sac à dos et ils me l’arrachèrent des mains tandis qu’une seconde paire de bras m’attrapa violemment. Une main dans la poche droite de mon jean noir et l’autre fermement appuyée sur mon dos. Sentant mon pantalon descendre sur mes cuisses, je demandais poliment si je pouvais plutôt vider mes poches moi-même : *« Nan, toi, tu bouges pas et tu fermes juste ta gueule ! »* répondit le délicat propriétaire de la paire de bras puissants qui me bloquaient sur place. Je me tus, et observais avec un calme difficile à garder, mes affaires s’étaler sur le trottoir.

Fouille au corps

La fouille au corps que l’on me faisait subir ressemblait plus à un prétexte pour me frapper qu’à une véritable recherche. Coups (déguisés en palpations) dans les côtes, sur les jambes, cheveux tirés, etc. Mon sac contenait une veste, un sweat, un keffieh, une paire de gants de moto, un micro, le câble qui lui correspond, quelques déchets, et un peu d’herbe dans une broyeuse. *« T’en as d’autre ? »* me demanda un des hommes en me montrant mon grinder. Je lui rétorquais que non. Il le vida, le jeta au sol et l’écrasa fièrement de deux bons coups de botte renforcée. Une fois avoir également vidé mes poches sur le contenu de mon sac, le moins sympathique d’entre-eux me dit avec dédain : *« C’est bon maintenant, ramasse tes merdes et casse-toi »*. Toujours calmement, mais avec un rictus nerveux au coin des lèvres, je remplis mon sac, en constatant que mes gants et mon matériel de son avaient disparu du trottoir. Qui étaient donc ces quatre hommes ? Un groupe de « fachos » violents qui rackettent des « gauchistes » en sortie de manif ?



Danse du tonfa, le 17 mai 2016 à Rennes.

Une bande de « racailles » avide de trouver du matériel de valeur dans un sac à dos ? On pourrait évidemment épiloguer là-dessus longtemps. Non, ces quatre personnes, entourées de dizaines de leurs collègues, étaient des hommes censés être respectables et inspirer la confiance. Des représentants de la Nation. Oui, mes amis, ce texte est le récit d’un contrôle de routine effectué par les forces de l’ordre. Aujourd’hui, aussi choquant que cela puisse paraître, j’ai été littéralement agressé, sans raison ni semonce par des membres d’une Compagnie Républicaine de Sécurité. Aujourd’hui, un CRS m’a reclassé au rang de raclure de la société.

A chacun son arme

L’État français, qui m’a vu naître et grandir, m’a agressé. Alors oui, j’avais de l’herbe, un produit illicite, en ma possession, j’en conviens. Mais comment justifie-t-on, en France, la brutalité d’une telle fouille au corps ? Vous privez là un jeune technicien de son outil de travail. Mes gants étaient-ils illégaux ? Effectivement je les avais en prévision de la manif, car ils m’auraient permis d’attraper des lacrymogènes. Y a-t-il le moindre mal à épargner à des gens, manifestants ou non, la douleur causée par une arme chimique ? D’éviter un incendie dans un parc où des familles se reposent tranquillement ? A l’évidence, en France, oui. Encadré par les représentants de l’État, j’ai subitement perdu tous mes droits, ma liberté d’expression, mon droit à la dignité, et j’en passe... Mon pays ma agressé. Mon gouvernement a violemment bafoué mes libertés fondamentales.

Monsieur le président de la République, monsieur le Premier ministre, monsieur le ministre de l’Intérieur et messieurs les membres du gouvernement, vous faites respecter des lois avec des moyens comparables à ceux d’organisations criminelles.

Monsieur le président

Messieurs les agents des forces de l’ordre, vous avez des obligations et des méthodes que je ne peux supporter d’avantage. Vous attisez la haine anti-flic dont vous vous plaignez. Si vous avez une once d’humanité et que vous en avez réellement assez de cette querelle entre vous et ceux que vous appelez « casseurs » et que j’appellerais pour ma part « militants », renoncez à vos ordres, ainsi qu’à vos emplois, s’ils vont à l’encontre de vos convictions. D’ailleurs, plus tard dans la journée, mon sac a été à nouveau fouillé par un gendarme mobile. Lui, a été poli, et tout s’est bien passé. Comme quoi, malgré les ordres, on peut rester agréable. Plutôt que de nous gazer et nous matriquer, et de nous frapper lors des fouilles (ou de regarder ses collègues faire sans réagir d’eux), défendez-nous, vraiment. Vous valez mieux que ça, arrêtez de nous laisser penser le contraire. Quant à moi, puisque la France est devenue cet État autoritaire, je refuse ma nationalité. J’aime mon pays, mais pas son système. Vous avez déclenché en moi un processus qui ne s’arrêtera que quand un système profitable à tous sera mis en place. Celui-ci m’a trahi et je ne suis pas le seul. Retrouvez l’intégralité de l’article sur www.alouest.net/ouest-torch

Départ de feu provoqué par une pastille de gaz lacrymogène, le 17 mai 2016 sur la rocade de Rennes.

